

Initiatives ministérielles

ce que le programme fera aux prix à la ferme pour le long terme, mais je n'appellerais pas cela de la sécurité.

En agriculture, que ce soit la culture ou la transformation, la sécurité est importante. En fait, ce sera crucial pour l'avenir de l'industrie. Pour les familles d'agriculteurs du Canada rural, chaque programme mis en oeuvre par le gouvernement actuel ou n'importe quel de ses successeurs devra assurer la viabilité de l'agriculture et un avenir plus prometteur pour tous les agriculteurs canadiens.

Le ministre voit dans le régime universel le premier d'une série de programmes découlant du Livre vert «Partenaires dans la croissance» que le gouvernement a publié au cours de son mandat actuel. La vision exposée dans ce Livre vert s'appuie sur quatre piliers: la sensibilité aux marchés, l'autonomie, une politique tenant compte de la diversité régionale et la protection de l'environnement. De façon générale, cette vision a donné naissance à un régime qui finira par supprimer l'aide gouvernementale dans les moments difficiles. Si l'on examine de près le régime universel, on constate que c'est exactement dans cette optique qu'il a été conçu.

Les agriculteurs devront toujours payer des primes élevées, mais dans quelques années, on ne leur garantira probablement pas plus que le prix du marché pour leurs céréales et leurs graines oléagineuses. Avec la disposition concernant la moyenne mobile calculée sur 15 ans, on nous demande d'accepter un programme qui, à la longue, garantira seulement de faibles prix, des prix inférieurs aux coûts de production. C'est absurde.

Le président suppléant (M. Paproski): À l'ordre! Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, j'aimerais entendre ce que dit le député. C'est un discours très intéressant. La parole est au député.

M. Taylor: Je vous remercie beaucoup, monsieur le Président. Je comprends que le député de Végréville et celui de Kindersley—Lloydminster aient beaucoup de choses à discuter après le discours que je viens de faire. Je suis heureux de constater qu'ils m'ont écouté attentivement.

Pour qu'une exploitation agricole soit viable sans être entièrement à la charge de l'État et sans que chaque membre de la famille doive aller travailler à l'extérieur, il faut garantir des prix et, au moins, couvrir les coûts de production. Sinon, les agriculteurs s'endettent et ils sont de plus en plus nombreux à devoir quitter le secteur agricole.

En deuxième lecture, j'ai souligné d'autres programmes agricoles du gouvernement qui sont liés à sa philosophie commerciale, notamment la suppression des avances de trésorerie sans intérêt au moment où on en avait le plus besoin, et l'annulation du Programme de remise en état des embranchements, ce qui a accéléré l'abandon

des lignes de chemin de fer. Même le gouvernement conservateur de la Saskatchewan sait que ce n'est pas correct et se plaint que le gouvernement fédéral ne fait que refiler aux provinces les coûts d'entretien des chemins de fer qui servent au transport du grain, les provinces devant aussi voir à l'entretien des infrastructures.

Cela m'apporte à une autre question très importante. Le projet de loi C-98, le régime universel et le compte de stabilisation du revenu net ne font que ce que le gouvernement tente de faire sur toute la ligne, soit décentraliser l'économie et refiler les coûts aux provinces. L'agriculture est une industrie importante à l'échelle nationale et il faudrait en tenir compte. Le fédéral ne devrait pas et ne doit plus s'attendre à ce que les contribuables de la Saskatchewan portent une part plus importante du fardeau financier. Les contribuables du reste du pays et tous ceux qui profitent d'une politique gouvernementale de nourriture à bon marché devraient assumer les coûts de fonctionnement de l'industrie.

Ce ne serait que justice si les salariés de Toronto, de Montréal, de Winnipeg et de Vancouver payaient une plus grande part des frais de production des aliments au Canada.

• (1800)

La province de la Saskatchewan serait alors libre de s'occuper de ses propres responsabilités comme l'éducation et les soins de santé. Je n'ai pas le temps de m'étendre sur tous les programmes fédéraux conçus pour amener les agriculteurs à abandonner leur exploitation, mais j'insiste sur le fait que c'est ce qui se produit réellement et c'est fait sciemment.

Les chiffres sont éloquentes. Quiconque a déjà perdu sa ferme sait de quoi je parle. Il y a deux jours, j'ai assisté à une réunion tenue dans une localité agricole de ma circonscription. J'ai été renversé par le sentiment d'abattement manifeste chez les agriculteurs présents. Un grand nombre d'entre eux savaient que, à long terme, le régime universel réduirait leur revenu et la plupart voulaient qu'on apporte des changements au programme bien que personne n'en connaissait encore tous les détails.

Pour la plupart, les agriculteurs étaient résignés au fait que le régime universel deviendrait une réalité. Certains disaient qu'ils ne souscriraient jamais à ce programme et ils ont demandé que des paiements d'appoint leur soient versés pour leur permettre de traverser cette période de recul des prix. D'autres ont déclaré qu'à tout prendre, il était préférable de souscrire au programme pendant les premières années et de se retirer plus tard quand le prix garanti commencerait à tomber. Ces gens ont besoin d'argent maintenant et ils sont prêts à tout faire pratiquement pour pouvoir en obtenir rapidement. Même s'ils doivent souscrire à un programme boiteux et insuffisant